Déclaration liminaire des représentants des personnels de Solidaires Finances Publiques à la CAPL n°1 affectation locale des inspecteurs

Monsieur le Président,

Les agents des finances publiques se sont fortement mobilisés depuis le début de l'année pour rappeler leur opposition à la politique menée à la DGFIP et plus généralement à celle imposée quasi doctrinalement par notre gouvernement.

Dans un contexte global particulièrement lourd (marqué par le terrorisme et l'état d'urgence s'y afférent, par les effets de la crise, une crise politique, une crise des institutions et une forte résignation de la population), ce niveau très significatif de mobilisation sur des appels à la grève ou à des manifestations diverses à trois niveaux différents (DGFIP, Fonction Publique et interprofessionnel), témoigne d'un mécontentement persistant.

Nous subissons des politiques d'austérité budgétaires qui n'ont qu'une orientation : sauver le modèle capitaliste mondialisé et financiarisé au détriment de l'intérêt général. Cette financiarisation de l'économie se traduit par un recul des droits sociaux, de la rémunération du travail dans la richesse nationale et des politiques publiques.

La politique économique appliquée n'a pour seuls résultats que des plans sociaux à répétition, la rigueur confinant à l'étranglement, la perte de pouvoir d'achat des salariés, des fonctionnaires et des retraités, la hausse du chômage, l'inégalité dans le partage des richesses, la déstructuration de l'état social.

Le gouvernement, par la loi sur le travail mais également à travers d'autres textes, en est un des plus bel exemple.

– Il casse des garanties collectives du code du travail, il inverse la hiérarchie des normes (un accord peut primer sur une loi!), il attaque le statut des fonctionnaires avec la déclinaison du non accord PPCR (*Parcours Professionnel Carrière et Rémunération*).

– Il remet en cause les 35 heures et veut instituer plus de flexibilité,

– Il continue une politique salariale régressive avec une augmentation de 1,2% du point d'indice alors que les agents publics ont perdu 18% de pouvoir d'achat depuis 2000. Ne serions-nous pas face à un geste électoral ?

– Il facilite le licenciement dans le privé (bientôt dans le public) et va donc accroître la précarité dont seront victimes les jeunes et les femmes en premier lieu.

Pour Solidaires Finances Publiques, une autre politique est possible et indispensable. Son objectif primordial doit être la prise en compte de l'humain. Tout doit être fait pour éviter les régressions et les fractures sociales qui conduisent inévitablement au populisme et à la mise en danger de la démocratie. De plus, cette politique ne peut pas continuer à dénigrer les fonctionnaires et le service public, vecteur déterminant du « vivre ensemble » et du principe d'égalité de tous les citoyens.

Cette CAP locale se tient dans un contexte particulièrement préoccupant au regard de la situation de l'emploi à la DGFIP. Depuis 10 ans notre administration a payé un lourd tribut, puisque près de 35 000 emplois ont été supprimés, principalement en catégorie C et B. L'administration ne prend même plus la peine de les justifier autrement que par la réduction dogmatique du déficit public. Quant au déficit social induit par ces suppressions en terme de dégradation du service public, de la réalisation des missions et des conditions de travail des agents, il se détériore d'année en année.

Les instructions nationales en vigueur précisent que les règles locales d'affectations résultent de la déclinaison des règles nationales et qu'elles sont notamment basées, pour le mouvement général et

complémentaire, sur l'ancienneté administrative des agents connue au 31/12 de l'année précédant le mouvement général, au cas particulier au 31/12/2015.

Solidaires Finances Publiques sera particulièrement vigilant quant à l'application de toutes les règles de l'instruction et dénoncera et combattra toute mesure arbitraire.

Pour la DISI Paris Normandie, le constat est là :

92 emplois A (12 administratifs et 80 techniques) et seulement 84 agents pour effectuer le travail au quotidien (données au 01/05/2016), soit un déficit de 8 postes.

La préparation de cette CAPL appelle également certaines remarques.

Les documents mis à notre disposition, ne nous permettent pas d'avoir une véritable visibilité sur le mouvement en cours, et au final, cette CAPL n'est en fait qu'une chambre d'enregistrement des décisions prises unilatéralement par l'administration. Quid du dialogue social ? Nous estimons que pour remplir correctement notre mandat, nous devons disposer de tous les éléments utiles à la confection du mouvement local :

- situation des effectifs avant et après mouvement local
- TAGERFIP
- communication du projet d'affectation dès la phase de consultation
- état des vacances des postes ayant servi de base à l'élaboration du mouvement.

Compte tenu de la situation déficitaire des effectifs de la DISI Paris Normandie, du nombre de postes restant vacants à l'issue du mouvement, du nombre de détachements effectués (non respect de l'affectation nationale SIL), les élus de Solidaires Finances Publiques voteront CONTRE ce projet de mouvement local.